

DIRECTION DES ACTIONS DE L'ÉTAT

Bureau de l'Environnement

ARRÊTÉ PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE

du 31 octobre 2003

**modifiant les conditions de remise en état de la carrière de calcaire exploitée par la société
HOLCIM MORTIERS à WASSELONNE au lieu dit « Halten ».**

**Le Préfet de la Région Alsace
Préfet du Bas-Rhin**

- VU** le code de l'environnement, livre V, titre 1^{er},
- VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié,
- VU** le dossier de déclaration de modification des conditions de remise en état du site établi par l'exploitant et déposé en Préfecture en avril 2003,
- VU** l'arrêté préfectoral du 9 novembre 1992 autorisant la société "Chaux REYSER & Cie" à exploiter une carrière de calcaire au lieu-dit "Halten" sur le territoire de la commune de WASSELONNE,
- VU** l'arrêté préfectoral du 5 mars 1997 autorisant la société CANTILLANA REYER à exploiter en régularisation administrative, les activités liées à la fabrication de chaux à WASSELONNE,
- VU** le rapport du 4 septembre 2003 de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement d'Alsace (DRIRE d'Alsace) chargée de l'inspection des installations classées,
- VU** l'avis de la Commission départementale des carrières en date du 9 octobre 2003,
- CONSIDÉRANT** que la carrière au lieu-dit "Halten" ne sera plus exploitée et que l'exploitant souhaite maintenir sur le site, les installations de traitement de chaux,
- CONSIDÉRANT** que les installations de traitement seront approvisionnées par la carrière de WASSELONNE exploitée par la société HOLCIM MORTIERS au lieu-dit "Galgen",
- CONSIDÉRANT** que les conditions de remise en état de la carrière sont ainsi modifiées,
- APRES** communication à l'exploitant du projet d'arrêté,
- SUR** proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,

A R R Ê T E

Article 1^{er} :

Les conditions de remise en état du site de la carrière de calcaire de WASSELONNE, au lieu-dit "Halten", sont modifiées comme suit :

Conformément au plan annexé au présent arrêté, les installations de traitement situées dans le périmètre défini par les points ABCIJKLMNOPQRS seront conservées en l'état.

Les sommets de ce périmètre ont pour coordonnées selon le système Lambert :

Sommet	Coordonnées Lambert	
	X	Y
A	976 346,9	117 380,0
B	976 364,9	117 395,0
C	976 434,8	117 393,1
I	976 440,6	117 320,4
J	976 409,6	117 307,4
K	976 415,7	117 285,9
L	976 425,4	117 243,3
M	976 431,5	117 230,9
N	976 438,6	117 213,5
O	976 447,9	117 197,4
P	976 454,1	117 198,5
Q	976 457,2	117 195,7
R	976 460,3	117 188,8
S	976 453,7	117 164,6

Article 2 :

Pour la sécurité du site, l'exploitant réalise les aménagements suivants :

- les clôtures sur les bordures extérieures du site sont maintenues en place et entretenues régulièrement,
- l'accès à la carrière se fait uniquement par l'accès existant de la plate-forme de traitement ; aucun autre accès ne sera créé,
- mise en place d'un merlon afin de séparer physiquement la carrière de l'aire des installations (points I à R). Il sera régulièrement entretenu.
- les limites Nord et Sud (points C à I, R à S) sont délimitées par des clôtures,
- mise en place de bornes pour délimiter le périmètre de la carrière et celui des installations (points CIJKLMNOPQRS),
- mise en place d'une signalisation concernant le plan de circulation des installations.

Le comblement de la zone de rétention des eaux de ruissellement se fera avec des matériaux inertes issus de la carrière. Ce remblaiement sera complété par de la terre végétale en partie supérieure afin de faciliter la renaturation du site.

Article 3 : Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté seront à la charge de la société HOLCIM MORTIERS, lieu-dit "Halten", 67310 WASSELONNE.

Article 4 : Publicité

Conformément à l'article 21 du décret du 21 septembre 1977 modifié, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives de la mairie de WASSELONNE et mise à la disposition de tout intéressé, sera affiché dans ladite mairie. Un extrait semblable sera inséré aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux.

Article 5 : Exécution – Ampliation

- Le Secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,
- le Sous-préfet de MOLSHEIM,
- le Maire de WASSELONNE,
- le Commandant du Groupement de gendarmerie,
- les inspecteurs des installations classées de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement d'Alsace,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera notifiée à la société HOLCIM MORTIER, lieu-dit "Halten", 67310 WASSELONNE.

LE PRÉFET

Délais et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement)

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où elle a été notifiée,
- par les tiers, les communes intéressées ou leurs groupements (...), dans un délai de six mois à compter de sa publication ou de son affichage.